



## FORMULAIRE 4.4



# FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT ANNUEL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

**PAYS:** République Démocratique du Congo (RDC)  
**PÉRIODE CONSIDÉRÉE:** 1<sup>ER</sup> JANVIER – 31 DÉCEMBRE 2015

### Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Projet intégré de stabilisation du Nord Kalehe en Province du Sud Kivu  
Numéro du Programme (*le cas échéant*) PBF-IRF-97  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> 00092287

### Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: ONU-HABITAT ; PNUD ; - OIM

### Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:  
Gouvernement: STAREC, PNC, Services fonciers, OVD, Division provinciale des mines, division de l'intérieur, Ministère provincial du plan.  
MONUSCO: CAS, JCS, UNPOL, SSU  
ONG Nationales: APC, AVUDS,  
Entreprises privées: ENTRECOZA, GRAET, EBTP

### Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)

**PNUD : 1.238.204\$**

**UNHABITAT : 1.076.681\$**

**OIM : 1.318.100\$**

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)

**En nature**

Autres contributions

(donateurs) (*le cas échéant*)

### Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 18 mois

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 1/12/2014

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 30/06/2016  
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 30/06/2016

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

N/A

**TOTAL: 3 623 986.00**

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui  Non Date:

**Rapport soumis par**

Nom: PRIYA GAJRAJ

Titre: Directrice Pays /RDC

Organisation participante (principale):  
PNUD

Courriel: [priya.gajraj@undp.org](mailto:priya.gajraj@undp.org)

## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

**Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:**

<i>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.</i>
<i>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.</i>

**Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan**

**Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.**

**Description du résultat 1:** Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo avec la participation active des hommes et des femmes. Cette implication a accru la propension au dialogue au sein des communautés d'intervention du projet.

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

Indicateur 1: Pourcentage de la population déclarant être impliqués dans le dialogue avec d'autres membres de la communauté, y inclus d'autres ethnicités, pour trouver des solutions pour l'insécurité et instabilité au niveau communautaire (désagrégé par genre, âge et groupe social/ethnique)	Niveau de référence: 29% d'hommes et 19% de femmes Cible: TBD État d'avancement:
Indicateur 2: Degré de connaissance des conclusions des dialogues par les autorités locales et provinciales	Niveau de référence: 0 Cible: 60% État d'avancement:

### État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- Une cartographie des conflits et trois plans locaux de consolidation de la paix des localités de Minova, Numbi et Ziralo ont été élaborés
- Cinq cadres de Dialogue et de médiation (CDM) composés de 38 hommes et 18 femmes assurent la documentation, la prévention et la médiation des conflits.
- 390 conflits ont été identifiés et soumis aux CDM pour médiation. Parmi eux, 163 ont été résolus dont 112 fonciers et 227 sont en cours de médiation.
- Trois sessions de dialogues sociaux ont été conduites par les membres des CDM.

- 56 membres des cadres de dialogues et de médiation, CDM dont 32% de femmes ont été formés en techniques de médiation, de sensibilisation, de communication et de dialogue
- Trois ateliers de formation sur la R1325 et de la R1612 ont été organisés par APC en collaboration avec ONU-HABITAT en faveur de 143 participants dont 44 femmes et 20 autorités et leaders communautaires
- Trois sessions de dialogues démocratiques conduites par les membres des CDM à l'intention de 180 participants parmi lesquels 40 femmes, soit 22 % ont été tenues.
- Une journée de réflexion sur la cohabitation pacifique et la dynamique des groupes armés conduite par les autorités locales et les communautés de Tushunguti a été tenue

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Ce résultat avance conformément au plan de travail établi et contribue effectivement à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit. En effet, à ce jour une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo. Le dialogue inclusif est devenu une réalité entre les communautés et les autorités locales.

Au cours de trois dialogues démocratiques qui ont été organisés à Numbi, Tushunguti et Minova, les conflits majeurs dans la zone ont été identifiés, leurs causes ont été analysées et les actions à mener par les parties prenantes ont été définies.. Les populations ont confiance en ces structures dans la mesure où elles ont été mises en place par elles-mêmes. Le caractère participatif, la gratuité de leurs services, la nécessité d'écouter l'autre, l'effort de la compréhension commune du problème et les attitudes qu'adopte le médiateur pour inciter les parties vers une solution alternative sont autant des raisons qui justifient l'appropriation des CDM par la population. De même, les membres des communautés de Ziralo et Buzi ont remis sur la table le conflit latent des limites de leurs groupements. Il a été remonté au niveau du gouvernement provincial par les membres du CTS pour être réexaminé. Toutes les communautés ont réduit sensiblement leur soutien aux groupes armés à savoir les Raia Mutomboki pour les Tembo et les Nyatura pour les Hutu. Les parties prenantes aux dialogues ont amélioré la compréhension de leurs conflits et changent progressivement leur comportement.

Les autorités et leaders locaux ont pris l'engagement d'accompagner le processus de récupération d'armes légères détenues illégalement par certains civils afin de restaurer la confiance entre les communautés. Ils se sont aussi engagés à sensibiliser leurs populations au processus DDR et à remettre les armes qu'ils détiennent illégalement à travers une commission mixte. Les membres des communautés de Tushunguti et Lumbishi ont également pris conscience des avantages du dialogue sur le conflit foncier et de stigmatisation qui les opposait depuis 1993.

Par ailleurs, au cours de trois ateliers de formation sur la R1325 et R1612, les capacités des participants ont été renforcées sur la question et ils ont réfléchi sur les stratégies de promotion des droits de la femme et de l'enfant dans leurs milieux. Actuellement quatre femmes siègent dans le groupe de sages du groupement de Ziralo.

En résumé, la théorie du changement tient sa pertinence du fait que la vision collective et de long terme pour la paix est déjà formulée dans les plans de consolidation de la Paix élaborés dans toutes les zones du projet. Il appartient maintenant aux autorités d'endosser les résultats des dialogues qui ont eu lieu et que ces résultats informent la définition et la révision des politiques nationales.

### Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Mis à part les journées de réflexion sur la problématique de la cohabitation pacifique et celle des groupes armés qui sont à 20% de réalisation, globalement ce résultat évolue convenablement. D'autres journées de réflexion sont en cours, ce qui va améliorer leur niveau de réalisation d'ici peu. Ce retard se justifie par le fait que cette activité était planifiée pour le dernier trimestre de l'année en cours.

**Description du résultat 2:** L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** en décalage

<p>Indicateur 1: Pourcentage de la population dans les zones prioritaires (désagrégé par sexe) indiquant qu'ils ont accès aux services administratifs essentiels au niveau local et du territoire (désagrégé par genre)</p>	<p>Niveau de référence: 35 % Cible: TBD État d'avancement:</p>
<p>Indicateur 2: Pourcentage de la population dans les zones prioritaires indiquant qu'ils ont accès à la police au cas de nécessité.</p>	<p>Niveau de référence: 52% Cible: TBD État d'avancement:</p>
<p>Indicateur 3: Perception du niveau de corruption des services étatiques par la population de la zone d'intervention (Désagrégé par sexe)</p>	<p>Niveau de référence: 47% d'hommes et 27,5% de femmes Cible: TBD État d'avancement:</p>
<p>Indicateur 4: Pourcentage de la population de la zone d'intervention (désagrégé par sexe et groupe socio-ethnique) affirmant avoir confiance dans les services de la PNC.</p>	<p>Niveau de référence: 55% Cible: TBD État d'avancement:</p>

**État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- 31 km de route sur 62 sont réhabilités et leurs talus protégés par la végétalisation
- Trois commissariats sont en cours de construction depuis octobre 2015
- Des discussions avec l'Inspection Nationale de la Police Nationale Congolaise sur les critères de sélection d'agents à former avant leur déploiement sont en cours.

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

En ce qui concerne la capacité de l'Etat à fournir plus de services pertinents par sa présence accrue sur l'axe Minova-Numbi- Ziralò, elle se matérialise notamment à travers les des travaux de réhabilitation de la route, pour lesquels nous sommes à 30% de réalisation des actions pour l'atteinte de ce résultat. A ce stade déjà, la situation en lien avec la consolidation de la paix s'améliore car la mobilité de la population est observée et les transactions économiques reprennent à un rythme quasiment meilleur qu'avant.

Concernant la construction des bâtiments de la police, les travaux ont démarré au courant du mois d'octobre 2015. De même, des discussions sont entamées avec les responsables de la Police Nationale Congolaise au niveau provincial et national pour finaliser la liste des policiers dont les capacités doivent être renforcées. Cela notamment dans les matières telles que la sécurité, les droits humains, l'égalité de sexes, la gestion des services décentralisés dans l'offre d'un service de qualité aux populations.

A cet égard, la théorie du changement qui sous-tend le projet tient sa pertinence du fait que si l'Etat améliore sa capacité à fournir de services de qualité à une large portion de la population dans la zone en agissant comme le principal fournisseur dans un cadre réglementaire favorable mis en place, son autorité sera mieux ressentie, la confiance renaîtra et s'élargira. Ceci lui permettra ainsi de devenir l'acteur principal de la sécurité publique. Dans ce contexte, il ne sera plus possible aux couches de la population de rechercher la sécurité auprès des acteurs non étatiques, ce qui est la base même de l'accroissement de l'insécurité.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Par rapport au volet réhabilitation de la route, le manque de célérité du partenaire de mise en œuvre est la principale raison du retard. Des contraintes ont dû retarder la finalisation des travaux. Elles étaient liées à une planification inadaptée menée par le partenaire de mise en œuvre expliquant le retard dans la livraison de l'ouvrage. En raison de la forte implication des populations dans le suivi de l'ouvrage, ces dernières ont pu exiger que d'autres partenaires plus efficaces soient mis à contribution. Les discussions entamées avec le partenaire commis à la tâche pour améliorer la célérité dans la livraison de l'ouvrage n'ayant pas abouti, le contrat a été résilié. Pour faire face à ce défi l'OIM a recruté un ingénieur qui s'est appuyé

sur les comités villageois pour conduire les travaux de réhabilitation de la route. Actuellement ces travaux avancent bien sur l'ensemble du tronçon à réhabiliter.

S'agissant du volet Construction des bâtiments administratifs et de la Police, cinq raisons sont à la base du retard: Le dialogue entamé avec la partie nationale pour l'octroi de terrains n'était pas finalisé à temps ; les discussions avec la partie nationale pour construire un bâtiment de Police à Minova et les plans standard à utiliser ; la suppression des postes d'encadrement administratifs par le Gouvernement en février 2015 ; le long processus d'appel d'offres pour la sélection des entreprises de construction ; et enfin l'impraticabilité de la route. Les plans standards imposés par la Police Nationale Congolaise, l'impraticabilité de la route et l'enclavement de certaines zones du projet ont occasionné des coûts très élevés des constructions. Sur ce, des discussions ont eu lieu avec la partie Nationale sur le nombre de bâtiments à construire et la cohabitation entre la Police Nationale Congolaise et les services administratifs. En définitive, un accord avait été obtenu pour construire trois bâtiments de la Police conformes aux plans standards nationaux au lieu de quatre initialement prévus et ne correspondant pas aux plans standards. Certains de ces défis rencontrés figuraient bien dans la matrice des risques du document du projet, mais malheureusement leur impact avait été minimisé au départ. Pour y faire face, les mesures suivantes ont été prises pour le volet construction: Attribution d'un seul chantier par entreprise pour aller vite. Cohabitation entre la Police Nationale Congolaise et les services de l'administration locale.

**Description du résultat 3:** D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan et avec contribution importante à

<p>Indicateur 1: Pourcentage des ménages avec un membre appartenant à un groupe à risque (jeunes, ex-combattants, IDPs etc.) indiquant une amélioration dans ses conditions de vie (désagrégé par genre, ménages femme/homme chef de ménage)</p> <p>Indicateur 2: Pourcentage de la population, dans les zones minières engagés dans des activités économiques alternatives (désagrégé by Genre, âge).</p> <p>Indicateur 3: % de fermiers, éleveurs et petit négociant indiquant un revenu accru de leurs moyens de subsistance</p> <p>Indicateur 4: % d'hommes et de femmes travaillant dans un secteur spécifique qui sont organisés (mutuelle, syndicat.)</p>	<p>Niveau de référence: 21 % Cible : TBD État d'avancement:</p> <p>Niveau de référence: 45% pour l'agriculture et l'élevage, 16% pour le commerce, 28 % pour l'artisanat et le métier et 5 % pour un travail salarié. Cible: TBD État d'avancement:</p> <p>Niveau de référence: Cible: État d'avancement:</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 30% État d'avancement: 86% des personnes travaillant dans le domaine des activités génératrices de revenus non agricoles.</p>
--	--

## État d'avancement des produits

*Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

- Les secteurs économiques non agricoles (petit commerce, transformation des produits agricoles, menuiserie, petite restauration, artisanat) porteurs sont identifiés dans la zone du projet
- 1600 membres des communautés dont 60 % des femmes vulnérables et des jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses. Parmi eux 20 jeunes étaient associés aux groupes armés.
- Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit « mutuelles de solidarité » (MUSO)
- 300 creuseurs artisanaux clandestins sont appuyés dans la mise en œuvre des activités économiques alternatives
- Les activités économiques de 100 femmes actives dans les zones minières sont mieux structurées
- Les acteurs du secteur minier et leurs dépendants dont les femmes et les jeunes sont sensibilisés sur la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement.
- Huit sites miniers ont été validés à savoir : Chez madame, Fungamwaka, Koweit, Mungwe, Misumari, Biriki, Kakenge et Filo)
- Trois coopératives minières ont été identifiées à savoir (la Coopérative des exploitants artisanaux miniers dans les hauts plateaux de Numbi-Buzi, la Coopérative minière et artisanale de Biriki et la coopérative de petits artisans miniers de Kalehe) COPAMIHANUBU, COMIAB et COPAMIKA)

## État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?*

Dans le cadre de la création d'autres débouchées économiques pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs dépendants, durant la période concernée par ce rapport, les partenaires de mise en œuvre ont mené une étude rapide d'identification de secteurs non agricoles porteurs dans la zone du projet. 1600 personnes ont été sélectionnées sur la base des critères de vulnérabilité pour être réinsérées économiquement. Avant d'être installées dans des activités économiques non agricoles porteuses, elles ont été formées dans les techniques de gestion de ces activités. Elles ont aussi été sensibilisées aux notions de la micro finance en milieu rural. Une fois sensibilisées, elles se sont organisées en mutuelles de solidarité afin de renforcer leur cohésion sociale et pérenniser leurs affaires. Sur base de leurs cotisations à travers les mutuelles de solidarité, elles pourront financer eux-mêmes leurs affaires ce qui facilitera leur durabilité.

En ce qui concerne le volet appui au secteur minier, après avoir obtenu la validation des sites miniers, les processus d'encadrement des creuseurs artisanaux et de construction du point de vente des minerais sont en cours. Des trois coopératives identifiées, celle la Coopérative des exploitants artisanaux miniers dans les hauts plateaux de Numbi-Buzi, COPAMIHANUBU en sigle, est en ordre avec le Ministère Provincial des Mines. Elle encadre 793 creuseurs artisanaux. C'est donc elle seule qui bénéficiera des activités de renforcement des capacités.

Dans ce cadre un consultant a été recruté et déployé sur terrain il y a plus de deux semaines pour élaborer un business plan. Ce business plan permettra d'identifier les points forts et les points faibles de la coopérative afin d'identifier ses besoins en renforcement des capacités. Une fois suivi, il permettra le développement de la coopérative pendant une période de trois à cinq ans.

En ce qui concerne la construction du point de vente des minerais, le terrain a été identifié et cadastré avec l'appui des Ministères provinciaux des titres fonciers et celui des Mines. Le plan de construction est déjà élaboré et l'appel d'offre pour la sélection de l'entreprise est déjà lancé et les travaux de construction devront commencer avant la fin de l'année. Ces activités économiques limitent sensiblement l'adhésion aux groupes armés, ce qui est une contribution à la consolidation de la paix dans la zone du projet. La théorie du changement tient sa pertinence du fait que 94 mutuelles de solidarité sont déjà créées. L'engagement des populations dans les activités de relèvement communautaire offre l'opportunité d'améliorer et de renforcer la cohésion sociale et la résilience.

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Ce résultat ne connaît pas de retard dans sa réalisation par rapport au chronogramme des activités prévues cette année. Cependant, les bénéficiaires des activités génératrices de revenus font face à un défi majeur à savoir l'obligation de payer des taxes administratives au démarrage de leurs activités. Ces dernières avoisinent parfois le 3/4 de leur capital. Pour y faire face, il est prévu de les former sur la nomenclature des taxes légales et leur modalité de paiement d'une part et d'autre part à mener des actions de plaidoyer auprès de l'autorité publique de manière à ce que les agents de l'Administration territoriale locale puissent soutenir les initiatives économiques des groupes vulnérables et marginalisés.

### **1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée**

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Les preuves concrètes sont : Les rapports d'activités des partenaires de mise en œuvre, leurs annexes tels que les plans locaux de consolidation de la paix, les diverses correspondances entre les leaders locaux et les agences, et entre OIM et le partenaire AFEDDEM, le chronogramme conjoint des activités, les contrats avec les entreprises de construction, les procès-verbaux de réunion avec la partie gouvernementale, les comptes rendus des réunions mensuelles de coordination, les rapports de missions conjointes sur terrain et le rapport de l'étude de base.</p> <p>L'élaboration du rapport a suivi le processus suivant : Organisation d'une réunion préparatoire, analyse du canevas, préparation des contributions par chaque agence, compilation par l'agence lead, discussions entre les coordonnateurs pour</p>
--	---

	harmonisation, revue interne du PNUD, revue par le secrétariat technique SSU, et soumission au bailleur.
<u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)	Ce projet permet de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix. Il permet la mise en place des structures communautaires qui prennent en charge la transformation pacifique des conflits. Il facilite également les visites des zones enclavées par des autorités provinciales et staffs des agences membres du consortium par hélicoptère. Il y a peu, ces zones étaient infréquentables car les groupes armés y régnaient. Il permet de construire dans ces zones des bâtiments de la police et la formation des éléments à y déployer, ce qui renforce la présence de l'Etat.
<u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)	Comme effet catalytique produit par ce projet, il y a la création des structures communautaires qui prennent en charge les conflits locaux sans exiger des contre parties. Cette stratégie fait gagner de l'argent aux parties prenantes du fait que, le temps d'aller au tribunal est converti en temps de s'occuper de relèvement socioéconomique. Grâce à l'accalmie rétablie dans la zone suite aux activités de sensibilisation à la cohabitation pacifique entre les communautés Hutu et Tembo, certains autres intervenants humanitaires tel que MSF commencent à fréquenter la zone.
<u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)	Ce projet soutient des activités innovatrices dans le cadre d'une consolidation de la paix. Les autorités locales situées dans les cinq sites du projet sont mensuellement en réunion avec les membres des cadres de dialogues et des médiations (CDM) afin d'échanger sur le contexte sécuritaire, les réalisations du projet et les prochaines étapes. Dans cette collaboration, à Numbi les autorités ont octroyé un terrain au CDM pour y construire un bureau dans le futur.
<u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes:</u> La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribué au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)	Au début de ce projet la note d'évaluation de l'égalité entre les sexes était de deux. cette note est toujours valable car l'égalité entre les sexes reste parmi les objectifs poursuivis. Et il est en cours. Dans les plates formes de dialogue et de médiation de conflits, on trouve 18 femmes sur 56 membres, soit 32%. Ces femmes occupent certains postes de responsabilité comme celui de secrétaire, de modératrice ou de trésorière. Pendant les activités sur terrain, les femmes leaders sont toujours invitées à participer aux actions. Quatre femmes siègent désormais dans le groupe de sages du groupement de Ziralo. Cela est un résultat des ateliers de renforcement des capacités sur la R1325. Quant aux activités génératrices de revenus, on compte 60% des femmes parmi les bénéficiaires, soit 954 femmes sur 1600 bénéficiaires. Par ailleurs, les emplois de Haute Intensité de Main d'Œuvre ont été créés pour les hommes et les femmes. Les deux genres travaillent côte à côte dans la complémentarité.

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (250 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
<b>Résultat 1</b> Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes et une culture de dialogue et profondément ancrée dans ces communautés	Indicateur 1.1 % de la population déclarant être impliqués dans le dialogue avec d'autres membres de la communauté, y inclus d'autres ethnies pour trouver des solutions à l'insécurité et à l'instabilité au niveau communautaire (désagrégé par genre, âge et groupes)	29% d'hommes et 19 % de femmes	TBD	Cet indicateur sera renseigné à l'issue d'une évaluation du projet.		
Produit 1.1 1 cartographie des conflits et des plans	Indicateur 1.1.1 Nombre de cartographie	0	3	3, soit 100% de réalisation		

locaux de consolidation de la Paix dans les sites de Minova-Numbi et Ziralo sont disponibles et mis en œuvre	Indicateur 1.1.2 Nombre de plans locaux élaborés et mis en œuvre	0	3	3, soit 100% de réalisation	La mise en œuvre de ces plans locaux nécessite d'autres ressources	
Produit 1.2 5 cadres de dialogue et de médiation CDM composés de 100 hommes et femmes prennent en charge les conflits et conduisent de dialogues sociaux à Minova, Numbi, Tushunguti, Lumbishi et Chambombo	Indicateur 1.2.1 Nombre de cadres de dialogue mis en place et opérationnels	2	5	5, soit 100% de réalisation		
	Indicateur 1.2.2 Nombre de membres des CDM formés	20	100	56/60, soit 93 % de réalisation	Le produit initial a été ramené de 100 à 60 car chaque CDM est composé de 12 membres. Le CDM de Minova est composé de 8 membres au lieu de 12.	60
Produit 1.3 Ateliers de formation la R1325 et de la R1612	Indicateur 1.3.1 Nombre d'ateliers organisés	0	5	3, soit 60% de réalisation		
<b>Résultat 2</b> L'Etat a la capacité	Indicateur 2.1 % de la population	35%	TBD	Cet indicateur sera renseigné		

de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo	dans les zones prioritaires désagrégé par sexe, indiquant qu'ils ont accès aux services administratifs essentiels au niveau local et du territoire (désagrégé par genre)			prochainement étant donné que les services prévus sont en voie d'implantation		
	Indicateur 2.2 % de la population dans les zones prioritaires indiquant qu'ils ont accès à la Police en cas de nécessité	52%	TBD	Cet indicateur sera renseigné à la suite de l'achèvement des travaux de construction et du déploiement des éléments de la police		
Produit 2.1 L'axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi-Tushunguti est réhabilité et les talus de la route sont protégés par la végétalisation et contribue à la stabilisation de la	Indicateur 2.1.1 Nombre de Km réhabilités	10	62	31, soit 50% de réalisation		
	Indicateur 2.1.2 Nombre de ponts et ponceaux réhabilités ou construits	0	16	0, soit 0% de réalisation	Inefficacité du partenaire national de mise en œuvre ayant abouti à une rupture de contrat le 17 août dernier. Activité reprise par OIM	

zone du projet						
Produit 2.2 4 bâtiments administratifs abritant la PNC et des services administratifs de Buzi et Ziralo construits et fonctionnels	Indicateur 2.2.1 Nombre de commissariats et bâtiments administratifs fonctionnels	0	3	Les travaux de construction ont commencé.	Processus lent d'octroi de terrain par la partie gouvernementale, inexistence ou impraticabilité de la route sur certains tronçons, prix de construction exorbitant dans les zones enclavées.	3
Produit 2.3 Au moins 30 agents de la PNC sont déployés dans la zone d'intervention	Indicateur 2.3.1 Nombre d'agents déployés et opérationnels	7	30	Liste des policiers à former en cours de négociation avec la Police Nationale Congolaise.		
<b>Résultat 3</b> D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés	Indicateur 3.1 % de ménages avec un membre appartenant à un groupe à risque (jeune, ex-combattant, IDP, ...) indiquant une amélioration dans ses conditions de	21 %	TBD	Cet indicateur sera renseigné à la suite d'une évaluation du projet		

	vie (désagrégé par genre, ménages femmes/hommes chef de ménage)					
	Indicateur 3.2 Degré de satisfaction avec nouvelle AGR des membres nouvellement employés des groupes à risque.	TBD	TBD	Cet indicateur sera renseigné à la suite d'une évaluation du projet		
Produit 3.1 Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet	Indicateur 3.1.1 Etude sur les secteurs non agricoles porteurs dans la zone		Une enquête existe	Un rapport d'étude existe (petit commerce, transformation des produits agricoles, menuiserie, artisanat...)		
Produit 3.2 2500 membres des communautés dont 50 % de femmes vulnérables y compris des survivantes des VSBG et les jeunes désœuvrés sont installés dans des	Indicateur 3.2.1 Nombre de personnes impliquées dans les conflits installées (Hommes/femmes)	0	2500 (y inclus bénéficiaires de la FAO)	1600 dont 954 femmes (60%) et 646 hommes (40%)	La cible du PNUD prévue a été ramenée à 1600.	1600
	Indicateur 3.2.2					

activités économiques porteuses (menuiserie, maçonnerie, briqueterie, boulangerie, cuisine améliorée,...)						
Produit 3.3 Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit « MUSO »	Indicateur 3.3.1 Pourcentage de la population installée ayant accès au crédit à travers les MUSO (désagrégé par sexe)	0	30%	86% de la population installée ont accès au crédit à travers les MUSO dont 878 femmes et 495 hommes.		

## PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

### 2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Le projet est une opportunité de renforcement du dialogue entre diverses couches. Ces dernières participent à la surveillance de la qualité des résultats à travers un suivi de proximité. C'est dans ce contexte qu'elles ont émis des réserves ayant conduit aux discussions avec le partenaire de mise en œuvre dont la célérité dans la livraison des ouvrages posait problème. Les attitudes exprimées par les couches des populations lors des échanges autour du projet, mettent en évidence que le projet est considéré comme une initiative communautaire. La leçon apprise est d'élargir notre connaissance des limites de partenaires de mise en œuvre pour éviter à l'avenir de tels cas.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Prise en compte des doléances des communautés et des autorités durant la mise en œuvre du projet. Les responsables territoriaux de la Police Nationale Congolaise, les membres de la société civile de Minova se sentaient exclus du projet IRF. Ils avaient alors insisté pour avoir un bâtiment de la police dans leur zone dans la mesure où l'actuel est délabré. Après discussions avec le Ministre provincial en charge des affaires intérieures et sécurité, un accord avait été obtenu. Il prévoyait aussi la cohabitation entre la PNC et l'administration locale après suppression par le Gouvernement des postes d'encadrement administratifs sur l'ensemble du territoire National.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Prise de conscience des communautés et soif de la restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones jadis contrôlées par les groupes armés. Pour preuve, il y a une forte demande des jeunes de ces zones à intégrer la Police pour assurer la protection de leur communauté à travers une structure formelle. On constate aussi le sentiment de joie exprimée par toutes les couches de la population à l'égard des membres du gouvernement provincial et du STAREC à chaque visite du comité technique de suivi (CTS)
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	La population de Tushunguti, hommes et femmes confondus, se sont impliqués dans les travaux d'ouverture du tronçon routier prévu par le projet. Environ 12 km/18 km ont été ouverts par eux -mêmes avec leurs propres outils sans attendre l'arrivée du partenaire de mise en œuvre. Ils nécessitent cependant un élargissement. L'enseignement qui découle de ce cas est qu'il y a une forte contribution au projet en travail de la part des populations se trouvant dans les zones enclavées qui n'avaient pas reçu assez d'appuis.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	Présentation de plusieurs besoins par les populations lors de missions de suivi et autres parmi lesquels l'encadrement des enfants issus des viols, l'accès à la terre des paysans pauvres, l'accès au marché des éleveurs de gros bétail...). Cela pose la préoccupation de la prise en charge des résultats du dialogue et du financement des activités spécifiques en dehors des actions identifiées au moment de l'élaboration du programme
Enseignement 6 (1 000 lettres)	Les activités de dialogue réalisées à une échelle communautaire ne suffisent pas à soutenir un processus de consolidation de la paix cohérent et durable

maximum)	tant qu'elles ne sont pas liées aux autres initiatives conduites dans les communautés environnantes afin de trouver des réponses concertées aux problèmes spécifiques à l'ensemble de la région.
----------	--

## 2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Le projet a permis de redéfinir une nouvelle vision dans les relations sociales au sein des communautés. La propension au dialogue se renforce comme une culture dans le contrat social au sein des zones du projet. Recourir aux armes pour résoudre les différends devient une stratégie plus coûteuse que dialoguer. Les communautés sont devenues plus conscientes des opportunités qu'offre la paix dans le partage de la prospérité locale que le contraire. En bref comme aspect réussi de ce projet, il y a la disposition des ex combattants des groupes armés à intégrer la Police Nationale. Cela a été obtenu suite à des activités de sensibilisation engagées par les autorités locales et les membres de Cadres de Dialogue et de Médiation. A ce jour, 70 jeunes de Tushunguti dont la plus part sont des ex-combattants ont déposé leurs armes et attendent d'être intégrés dans la police.

## PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

### 3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veuillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Une vision collective à long terme et des solutions concrètes pour la Paix sont formulées sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo en tenant compte de la perspective des hommes et des femmes et une culture de dialogue est profondément ancrée dans ces communautés.					
Produit 1.1	Une cartographie des conflits et des plans locaux de consolidation de la Paix dans les	ONU-HABITAT	79.122	59.405,24	

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	bureaux des localités de Minova-Numbi et Ziralo élaborés et mis en œuvre par les communautés sous l'encadrement des animateurs des CDM et les médiateurs fonciers de ONU-HABITAT				
Produit 1.2	Cinq cadres de dialogues et de médiation (CDM) composés de 50 hommes et 50 femmes sont dotés, assurent la documentation, la prévention, la médiation des conflits fonciers et conduisent 10 dialogues sociaux à Minova, Numbi, Tushunguti, Lumbishi et Chambombo en raison de deux par site	ONU-HABITAT	332.931	253.253,9	
Produit 1.3	Cinq journées d'approfondissement de la réflexion sur le conflit agriculteurs-éleveurs sont organisées.	N/A			Cette activité devait être réalisée par FAO qui n'avait pas reçu de fonds
Résultat 2: L'Etat a la capacité de fournir plus de services pertinents par une présence accrue sur l'axe Minova-Numbi-Ziralo					
Produit 2.1	L'axe routier Kalungu-Numbi-Lumbishi-Tushunguti réhabilite et les talus de la route protégé par la végétalisation	OIM	\$810.000	381 803	47.13% du budget consommé. Le lancement de la nouvelle stratégie d'exécution des travaux mise en place par l'OIM va entrainer la hausse de ce taux

					d'engagement des fonds très vite.
Produit 2.2	Quatre bâtiments administratifs abritant la Police Nationale Congolaise et des services administratifs de Buzi et de Ziralo construits et fonctionnels	PNUD	\$268.000	\$ 0	Les contrats avec les entreprises sont signés pour un montant de 299.026,5 \$. les travaux devront durer cinq mois. Le décaissement se fera progressivement en fonction de l'état d'avancement des travaux. le budget approuvé a été dépassé de \$31.026 à cause de l'obligation de respecter les plans standard nationaux pour de bâtiments de la police et la hausse de coûts de construction suite à l'inexistence ou mauvais état de la route sur certains tronçons.
Produit 2.3	Au moins 30 nouveaux agents de la PNC sont déployés par les autorités provinciales dans la zone d'intervention	PNUD	\$2000	0	Après accord sur la liste des policiers à former
Résultat 3: D'autres débouchés économiques sont créés pour les groupes susceptibles d'être mobilisés et leurs communautés.					
Produit 3.1	Les secteurs économiques non agricoles porteurs sont identifiés dans la zone du projet	PNUD	\$5.000	\$5.000	0
Produit	2500 membres des	PNUD	\$200.000	\$ 200.000	0

3.2	communautés dont 50% de femmes vulnérables (y inclus les survivantes de VSBG) et des jeunes désœuvrés sont installés dans des activités économiques porteuses				
Produit 3.3	Les personnes installées ont accès aux mécanismes locaux d'épargne et de crédit (MUSO ou mutuelle de solidarité)	PNUD	\$5.000	\$ 5.000	0

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):*

Dès le démarrage du projet, le PNUD comme lead avait organisé une séance de planification conjointe de toutes les activités du projet. A l'issue de cette séance, un chronogramme conjoint avait été adopté. Il a déjà été actualisé deux fois, notamment en avril et juillet 2015. Outre les activités, Ce chronogramme contient également le calendrier des réunions mensuelles de coordination d'une part et d'autre part le programme trimestriel des visites sur terrain du comité technique de suivi (CTS) piloté par le STAREC ainsi que le calendrier de rapportage. Les réunions mensuelles de coordination avaient commencé en mars 2015 juste après le recrutement du coordonnateur. A ce jour, huit réunions ont été tenues et deux visites du CTS ont été organisées. Un rapport semestriel et un rapport annuel ont été élaborés. Ce projet a obtenu un soutien remarquable du secrétariat du PBF en général. C'est grâce à lui que la mission de suivi du CTS a pu se rendre en octobre 2015 par hélicoptère à Tushunguti, une zone qui n'est pas du tout accessible par véhicule. A part cet appui logistique, l'hébergement, la restauration et l'escorte des participants à la mission avaient été impeccablement organisés.

Par ailleurs, pour assurer un bel ancrage du projet sur terrain, des forums de coordination y sont tenus par les animateurs des ONG partenaires basés sur terrain. Ce cadre permet à tous les partenaires de mise en œuvre du projet IRF de rendre compte des résultats de leurs activités auprès des leaders et autorités locales. Il permet aussi aux bénéficiaires de faire de témoignages et de présenter leurs frustrations éventuelles. Le fait d'être à l'écoute des bénéficiaires et de tenir compte de leurs préoccupations a occasionné les changements ci-après:

- Utilisation des comités villageois pour réhabiliter la route en lieu et place d'un partenaire de mise en œuvre
- Cohabitation des services de la Police Nationale Congolaise et l'administration locale dans les zones enclavées.